

PLANIFICATION FAMILIALE

Le Sénégal n'a que 125 gynécologues

Par Aly FALL

Le retard apporté à la réouverture de la maternité de l'Hôpital Aristide Le Dantec peut avoir un impact négatif sur l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (Omd), en matière de la santé de la mère et de l'enfant. C'est la conviction du Pr Charles Moreau, gynécologue, qui présidait hier, l'atelier de présentation du modèle «*Rapid aux réseaux impliqués dans la relance de la planification familiale au Sénégal*». «*Cette maternité est fermée depuis pratiquement cinq ans et elle faisait partie des quatre maternités les plus fonctionnelles de la sous-région, tant du point de vue de la qualité des soins que celui de la capacité d'accueil*», indique-t-il. Au regard du rôle qu'elle jouait dans la santé des mères et des enfants, le Pr Moreau plaide pour sa réouverture pour ne pas, ajoute-t-il, hypothéquer les résultats que le Sénégal attend en 2015.

S'exprimant en marge de l'atelier, Pr Moreau a fait un glissement vers la situation «*très précaire*» du personnel médical en charge de la santé maternelle. Le Sénégal n'a

que 125 gynécologues et très peu de sages-femmes, là où 500 autres sages-femmes «*bien formées avec des diplômes qualifiés*» attendent d'être recrutées. Leur dossier dort encore dans les tiroirs du ministère de la Santé et de la Prévention, s'offusque Pr Moreau, qui trouve qu'à 5 ans du rendez-vous du millénaire, le Sénégal n'a plus le droit de priver ses femmes de personnel médical suffisant. Une valeur ajoutée qui à coup sûr, pourra jouer un rôle non négligeable dans l'atteinte des Omd 4 et 5, assure le chef de Service de Gynécologie de l'Hôpital Aristide Le Dantec.

Auparavant, la séance de présentation du modèle «*Rapid aux réseaux impliqués dans la relance de la planification familiale au Sénégal*», organisée par la Division de la santé de la reproduction, en collaboration avec l'Usaid, a permis un débat sur les raisons du très bas taux de prévalence contraceptive du Sénégal. Estimé à 10,3%, alors que la campagne de promotion de la Planification familiale a débuté au cours des années 1980, ce faible pourcentage s'explique en partie par «*l'isolement de la parole des religieux*» dans les discours. Selon l'Imam Tahir Fall, la donne religieuse est plus que jamais importante à ce stade du Sénégal, qui fait moins bien que des pays comme le Tchad ou même le Niger.

Egalement présent à la séance de

présentation, en sa qualité de parlementaire, le député Mbaye Niang a soulevé un certain nombre d'interrogations sur les raisons qui font que le Sénégal n'est pas parvenu à atteindre ses objectifs en matière de planification à l'image de la Tunisie ou encore de l'Egypte. Pour lui, la seule alternative aujourd'hui qui s'offre au Sénégal est de revoir son modèle rapid, afin de le réadapter à ses réalités socio-culturelles.

Mais à la lecture du projet confié au Centre régional de formation et de recherche en santé de la reproduction, cette dimension occupe une partie importante. Selon son présentateur, le modèle rapide a été mis à jour et tous les aspects tendant à améliorer la pratique de la Planification familiale sont pris en compte. De quoi espérer de meilleurs résultats, dans son application, à quelques années de 2015.

Néanmoins, au chapitre des recommandations, le projet a mis en index certaines recommandations parmi lesquelles, la redynamisation de la Planification familiale comme stratégie de réduction rapide de la mortalité maternelle et infantile, par l'amélioration de l'environnement législatif et réglementaire en faveur de cette pratique. L'étape d'hier est l'acte 1 d'une vaste campagne de plaidoyer pour le repositionnement de la planification familiale au Sénégal.

alyfall@lequotidien.sn

10.02.10